

# Le prolétaire

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL  
DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL  
(Programme Communiste)**

MAI 1966 — 4<sup>me</sup> Année — N° 32

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert  
ou R.P. n° 24 Paris (19e)  
C.C.P. 2202-22 Marseille

## La paix des canons et de la misère

Depuis quelques mois, les quotidiens "d'information" du monde entier parlent abondamment du dernier produit "made in U.S.A.". En Amérique, comme on sait, tout est colossal. Et ce pays qui se flatte d'être un des berceaux de la liberté, du droit et de la démocratie a voulu démontrer qu'il l'était vraiment en lançant son "offensive de paix" au Vietnam. L'offensive, certes, y est bien ; mais la paix ? On nous proclame pourtant qu'en plus du napalm, de la mitraille, des tapis de bombes, des gaz, des représailles, de la torture qui ne sont que monnaie courante, se développe une offensive... de paix. Diplomates, ambassadeurs, hommes d'Etat, suivis des caméras de la télévision, bercés par les prières de tous les prêtres de l'univers, courent le monde pour établir des contacts, consulter, démontrer la bonne volonté américaine au Vietnam en un mot — cette "bonne volonté" dont les populations vietnamiennes ont pu apprécier dans leur chair toute l'étendue...

Si nous rappelons cela, c'est pour montrer avec quelle facilité on abrute le grand public : plus le mensonge est gros, plus le battage est grand. Liberté, droit, démocratie proclament- on ; mais ce qu'on défend et qu'on a défendu dans toutes les guerres "chaudes", c'est la répartition du monde telle qu'elle a été opérée après la seconde guerre mondiale et sur la base des rapports de force qu'elle avait déterminés ; ce qu'on défend, ce sont des intérêts réels, communs à tous ceux qui s'empressent de mener des pourparlers de paix.

Aucun bourgeois ne dira jamais qu'il fait faire la guerre (car il ne la fait jamais, lui) pour ses intérêts et non pour les droits de l'humanité tout entière — pour les dividendes et non pour l'idéal !

Telle est donc la version officielle ; mais on peut quelquefois jeter un coup d'œil derrière l'écran que tendent les journaux à grand tirage.

Examinant le budget militaire du Royaume Uni dans un article du numéro 10 de la revue "Mondo Economico", O. D. Schwarz écrit ainsi : « Les nations repues, qui n'ont pas intérêt à modifier le statu quo ou, comme l'on dit par un pieux mensonge, qui veulent maintenir la paix (si mener une grande guerre apparaît comme trop périlleux), ces nations demeurent. Ce sont, pour parler vulgairement, celles qui ont de l'argent à gaspiller (bien qu'il ne soit pas tout à fait gaspillé puisqu'il finance également des recherches de science pure aux possibilités d'application infinies). Les nations qui suivent la devise "si tu veux la paix, prépare la guerre" et qui sont comme "abonnées" au prix Nobel (de 1901 à 1933, 32 savants allemands reçurent le prix Nobel, contre 8 américains, tandis que depuis 1945, 50 sont américains contre 10 allemands), voilà les nations qui peuvent imposer leur volonté au monde ; ce sont celles qui peuvent demeurer puissantes, parce qu'elles sont riches... »

Nous constatons effectivement aujourd'hui que les U.S.A. et l'U.R.S.S. sont les champions

mondiaux du maintien de la paix ou du rétablissement de la paix, pour employer nous aussi le "pieux mensonge". Il reste peu de tous ces idéaux brandis par les journaux ; il reste les nécessités réelles et même la science, la "pure" science, se trouve à l'aise dans l'alcove des pays impérialistes riches et puissants. O droits de l'homme, ô pureté des idéaux immanquablement bafoués par la pratique de la vie bourgeoise !

Entretenir une armée moderne coûte en outre des sommes astronomiques et la fabrication de nouvelles armes les rend toujours insuffisantes. Schwarz écrit encore : « Les armements modernes qui englobent des milliards et milliards sont déjà démodés lorsqu'ils passent du bureau d'études à l'usine ou au chantier. A écouter les militaires, le budget de l'Etat deviendrait un tonneau de Danaïdes ».

Le vieil Engels écrivait déjà la même chose au siècle dernier : « L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe ». (Anti-Dühring, p. 203). Et encore : « Le navire de guerre moderne est non seulement un produit, mais, en même temps, un spécimen de la grande industrie moderne, une usine flottante, — qui toutefois produit principalement du gaspillage d'argent » (p. 205).

Et à quoi servent aujourd'hui

les armements, sinon à réaliser un gigantesque gaspillage social ; à annihiler par la terreur les poussées révolutionnaires de la classe opprimée ; à témoigner de la banqueroute d'un mode de production qui ne se survit que par la dilapidation la plus infame des forces productives ?

Le militarisme est un ver qui ronge les Etats modernes, même dans les nations sous-développées en proie à la faim. L'Inde, pays de la non-violence, est contrainte d'employer la masse de ses ressources financières à des investissements militaires et des recherches nucléaires ; quelle statistique nous dira le nombre de morts de faim pour chaque char employé sur le front du Cachemire ? Dans un autre article de la revue déjà citée, on peut lire : « Du reste, l'alternative est claire : ou les rênes de l'Inde seront saisies par des mains décidées, sous la protection américano-russo-va-ticane, ou, en l'espace de peu d'années (c'est-à-dire le temps nécessaire à la Chine pour s'armer convenablement et reprendre son initiative diplomatique avec une virulence renouvelée), le sub-continent indien sera ravagé par un incendie révolutionnaire comme l'histoire n'en a jamais vu ».

L'alternative est claire, en effet, et nous souhaitons et travaillons pour que le prolétariat mondial la voit lui aussi clairement et s'émancipe de l'esclavage capitaliste en libérant l'humanité d'un mode de production qui n'est plus désormais capable que d'engendrer des destructions.

## Les pourfendeurs attardés du goupillon

Nous avons souligné à plusieurs reprises comme un trait dominant du mouvement ouvrier français, son incapacité congénitale à échapper à l'emprise des idéaux petits-bourgeois : démocratie, liberté, justice, etc... Avec l'adaptation et la "modernisation" d'une gauche démocratique bourgeoise qui s'accommode mieux du régime présidentiel que de ses horipeaux idéologiques périmés, cette tradition ne se perpétue plus guère que dans les petits groupements extrémistes d'opposition. Mais elle y survit, toute proportion gardée, avec une certaine tenacité qui se manifeste par les mots d'ordre de défense de la laïcité scolaire, de lutte contre l'obscurantisme religieux, etc... A cette fausse lutte et à cette démagogie réelle, le bigotisme anachronique de la V<sup>e</sup> République a donné un peu d'oxygène et des militants ouvriers de bonne foi croient primordial d'y entraîner les énergies prolétariennes disponibles. En réalité, l'actuel regain d'influence de la religion et la façon habile dont elle s'accommode du conformisme présent en le coiffant d'un hypocrite progressisme, ne sont qu'effets secondaires de la capitulation des forces ouvrières — **communistes** — notamment — et non l'expression d'une nouvelle « offensive de la réaction ». Dans ces groupements, l'impatience activiste et l'absence totale de principe se conjuguent pour redonner une apparence de vie à un "combat" qui n'a plus d'objet depuis longtemps. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si, parmi les protestations qu'a soulevées l'interdiction du film « La Religieuse », figure en bonne place l'indignation du journal trotskyste « Voie Ouvrière » : lorsqu'un mouvement se contente en matière de programme politique d'une vague référence aux « idées de Trotsky » il est fatal qu'il n'en retienne que les plus mauvaises.

Ce qui choque « Voie Ouvrière », dans cette affaire, c'est d'abord que le film, quoique autorisé par la commission de censure, ait été tout de même interdit par le ministre, c'est, en toutes lettres, « qu'on a décrété que des millions de gens

(Suite en page 4)

## AU PILORI

### "Aucune gêne"

Saluant dans « L'Humanité » (28-3) la perspective d'un retrait de la France de l'Alliance Atlantique, René Andrieu écrit :

« Quelles que soient les arrières pensées de la diplomatie gaulliste et même si elle est contrainte de faire de nécessité vertu, nous n'éprouvons aucune gêne à approuver ces premiers pas, aussi timides soient-ils, vers des solutions qui sont conformes à l'intérêt de la France, de la paix et à l'esprit de notre temps ».

Pourquoi le P.C.F. serait-il « gêné » d'approuver une politique aussi « nationale » ? Sa seule crainte est que la politique gaulliste ne soit pas assez conforme aux intérêts de la Patrie. « C'est à la gauche, poursuit Andrieu, de définir ce que sera demain une véritable politique d'indépendance et de paix ».

En attendant, pour aider de Gaulle à faire ses « premiers pas », un député du P.C.F. a interpellé le gouvernement sur les moyens de prévenir en France des incidents comme celui de la bombe atomique

américaine perdue à Palomares. Réponse du ministre des Armées : Seuls sont autorisés à survoler le territoire national des avions porteurs de charges nucléaires nationales !!!

### Mesures "sociales"

« La grande mesure économique et sociale du nouveau plan quinquennal, a dit Kossyguine à la tribune du XXIII<sup>me</sup> Congrès, sera le passage à la semaine de travail de 5 jours (5 jours de travail et deux de congé) avec maintien de la durée actuelle du temps de travail hebdomadaire ».

Cette "grande mesure" sera sans doute claboussée comme une victoire décisive du "socialisme" et un nouveau pas en avant vers la "civilisation des loisirs". Voici pourtant ce qu'en a dit Kossyguine :

« Elle permettra aux travailleurs de mieux organiser leur repos, leurs études, l'accroissement de leur qualification. En même temps, la semaine de 5 jours favorisera l'élévation de

## Les prévisions de M. Souslov

Le 14 février 1964, M. Souslov lisait devant le C.C. du P.C.U.S. un rapport qui prétendait réfuter les positions de Pékin sur la lutte « anti-impérialiste » dans le Tiers Monde. Souslov voulait surtout montrer qu'après la conquête de l'indépendance nationale, les pays arriérés n'avaient plus qu'à « extirper

les racines du colonialisme dans leur économie » et à s'engager sur les voies de l'industrialisation, du commerce international et de la paix.

« Il est absurde de dire, s'écriait Souslov, que la tâche d'une insurrection armée se pose aux travailleurs d'Algérie, du Ghana, du Mali et de certains autres pays. Une telle orientation signifie en réalité un appel à soutenir les réactionnaires qui cherchent à renverser ces gouvernements nationaux. Et que peut apporter, sauf un pré-judice, la tentative d'appliquer cette orientation dans des pays tels que, par exemple, l'Indonésie et Ceylan ? »

Deux années à peine se sont écoulées, et les fameux « gouvernements nationaux » qui promettaient même le « socialisme » aux travailleurs d'Algérie, du Ghana, de Ceylan et de l'Indonésie, sont tombés sous les coups de la « réaction » armée. Ben Bella, Nkrumah, Mme Bandaranaike ont disparu de la scène politique. Quant à Sukarno, s'il se maintient en Indonésie avec la bénédiction de Pékin et des militaires, « communistes » pro-russes et pro-chinois remplissent les prisons de Djakarta ou passent au peloton d'exécution.

Alors, se posait-elle au prolétariat du Tiers Monde la tâche d'une insurrection armée contre sa bourgeoisie ?

la productivité du travail et les économies de production. Deux jours de congé permettent de mieux organiser la réparation du matériel, de réduire les interruptions forcées de travail, les dépenses de combustible et d'énergie, etc. Cela est prouvé par l'expérience d'une série d'entreprises des industries textiles, mécaniques, chimiques et métallurgiques qui ont introduit depuis longtemps la semaine de 5 jours : la productivité du travail s'est accrue et les prix de revient ont baissé ». En Russie, comme ailleurs, les mesures « sociales » du Capital ne répondent qu'à un seul critère : non pas les progrès du « Bien-Etre » de la « Culture » et des « Loisirs », mais l'accroissement de la productivité et du profit.



# Le Socialisme est avant tout l'abolition du Salarariat

DEPUIS plus d'un siècle, socialisme signifie, même dans l'acceptation la plus simpliste et la plus triviale, abolition de l'exploitation de classe. Comme nous l'avons exposé à maintes reprises, l'étiquette « socialiste », à cause de l'échec de la révolution communiste européenne et de la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale et de l'Etat russe, recouvre, aux quatre coins du monde, des régimes politiques fondés sur le système de l'exploitation de la force de travail. Ce n'est pas seulement le cas des pays de l'ex-bloc soviétique, où le « socialisme » se réduit à la nationalisation d'une partie des moyens de production, c'est encore celui des Etats qui, à la suite de diverses convulsions historiques, ont repris à leur compte le vieux mot d'ordre de la *gestion ouvrière* des entreprises, dont nous avons fait la critique détaillée dans notre numéro d'avril. Cette dernière formule, plus trompeuse peut-être que la formule stalinienne de la propriété « populaire » des moyens de production, cache une énorme imposture idéologique. Partout où elle a été réalisée, elle ne s'est pas bornée à respecter les fondements de l'exploitation de la force de travail comme nous l'avons précédemment montré, elle les a rétablis ou développés : elle a favorisé ou accentué l'implantation des rapports capitalistes dans les pays où, pour les raisons historiques les plus diverses, cette implantation n'avait pu se faire sous sa forme classique et traditionnelle d'accumulation privée de capital. Ainsi, c'est une économie authentiquement capitaliste qui se fraye laborieusement la voie en Yougoslavie sous l'étiquette frauduleuse de la gestion ouvrière titiste et c'est pour reconstituer, au moins en partie, un certain capital d'exercice que, dans l'Algérie indépendante, Ben Bella avait bruyamment lancé son *auto-gestion* prétendument socialiste. A la généreuse mais utopique rêverie des syndicalistes du siècle dernier, partisans de l'expropriation des entreprises, l'histoire n'a donné d'autre réalité que le sordide camouflage « collectiviste » d'un capitalisme renaissant.

On ne doit pas s'en étonner : la pierre d'achoppement de tout faux socialisme c'est la question du salariat, du marché. Aussi longtemps que l'ouvrier est rétribué en argent, aussi longtemps qu'il ne peut satisfaire ses besoins que par l'intermédiaire du marché, ce sont des lois économiques capitalistes qui dominent tous les rapports sociaux, quelles que soient les tentatives du code civil en vue de modifier les rapports de propriété. La raison de ce phénomène est bien simple : le capital moderne n'a pas d'autre source que le salariat ; le salariat n'a pas d'autre résultat que l'accumulation de capital. Le capitalisme naît et se développe sur la base de l'échange généralisé des marchandises et, spécifiquement, de l'échange d'une marchandise particulière, la force de travail qui possède la vertu singulière de produire plus de valeur qu'elle n'en exige pour son entretien et sa reproduction. Dans les conditions techniques de la production moderne, le salarié a reproduit l'équivalent de son salaire au bout d'un certain temps de travail, par définition inférieur à la durée totale sociale de la journée de travail. Tout ce qui est produit au-delà du temps de travail nécessaire à la reproduction du salaire demeure propriété de la classe qui détient les moyens de production. Cet excédent ou plus-value, échangé à son tour contre de la force de travail, devient capital ; la répétition et l'extension de ce cycle constitue la substance même du capital, qu'on ne saurait réduire au seul aspect parasitaire du patron d'entreprise et de ce qu'il consomme pour lui-même. En conséquence, sans suppression de la plus-value pas de suppression possible de

APRES avoir stigmatisé les "faux socialismes" (voir notre précédent numéro) et abordant la définition du vrai, il nous faut d'abord souligner les limites volontairement modestes de notre exposition. Dans la connaissance des lois du devenir humain, le socialisme scientifique représente une conquête tellement importante qu'il faudrait une outrecuidance peu commune pour prétendre en donner, ici ou ailleurs, un quelconque digest. Nous n'avons donc nullement l'intention de réduire le marxisme à quelques formules et nous voulons nous borner, dans le présent article, à définir un seul critère de socialisme ; mais un critère définitif et solide qui permette de déterminer catégoriquement, dans la succession des transformations économiques que peut réaliser une révolution sociale, l'étape caractéristique à partir de laquelle on peut affirmer que l'ensemble des rapports de production échappent à l'emprise du capital. Cette étape c'est l'abolition du salariat, qui ne se présente certes pas comme un fait isolé, qui s'insère au contraire dans une série de mesures solidaires (telles que la suppression du monnaie et de la comptabilité autonome des entreprises), mais qui, pourtant, constitue à elle seule la preuve catégorique de l'écllosion d'une forme de production entièrement nouvelle.

l'exploitation capitaliste ; sans destruction de l'échange qui produit la plus-value, pas d'abolition possible de la puissance du capital. Cette vérité, presqu'une lapalissade il y a cinquante ans, a été littéralement biffée de la conscience politique de la classe ouvrière par la dégénérescence opportuniste du communisme moscovite. Comme d'autre part, au degré actuel de diffusion du capitalisme, il n'est plus nécessaire pour que ce dernier se développe en terrain vierge, qu'existe préalablement une classe de patrons authentiques, mais il suffit que l'Etat y maintienne des rapports de production fondés sur le salariat, l'exploitation de la force de travail parvient aisément, en bien des lieux, à se dissimuler sous étiquette « socialiste », augmentant, par ces précédents trompeurs, la confusion théorique et idéologique qui ravage inévitablement une classe révolutionnaire aussi durement battue que l'est actuellement le prolétariat.

En ce qui concerne la destruction de la plus-value comme condition indispensable de l'abolition de l'exploitation de classe, ce n'est pas la première fois dans l'histoire du mouvement prolétarien que la théorie scientifique de Marx se heurte aux déviations doctrinales les plus diverses. Aussi est-ce en puisant dans les matériaux qu'il a élaborés en vue de cette lutte que nous trouvons les formulations les plus rigoureuses et les plus précises du socialisme. En dehors de la théorie purement réformiste de la nationalisation, qui consiste en un transfert banal de la plus-value à l'Etat bourgeois, il existe, en théorie au moins, deux façons d'abolir la plus-value. La première consiste à restituer au travailleur l'intégralité du produit de son travail. La seconde est fondée sur une transformation radicale, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, de la nature sociale du surtravail.

La première formule est condamnée par le développement même de l'histoire. En privant non plus la seule bourgeoisie capitaliste, mais toute la société de ce « surplus » de valeur que représente l'excédent évoqué plus haut, elle lui interdirait non seulement de nouvelles améliorations de la technique susceptibles d'alléger les tâches sociales productives, mais encore l'utilisation des progrès déjà réalisés en cette matière. Elle signifierait, en un mot, le retour à des formes de production antérieures au capitalisme et moins productives que lui, éventualité impensable dans le cadre d'une émancipation de la société. La seconde formule est celle du marxisme ; elle repose essentiellement sur l'abolition du monopole de classe existant actuellement sur les moyens de production.

Nous ne nous arrêterons pas ici sur les conditions politiques de cette abolition, dont nous avons maintes fois affirmé, en accord avec la plus rigoureuse orthodoxie selon Marx et Lénine, qu'elles impliquaient impérativement non pas la démocratie « améliorée » dont rêvent les opportunistes de toutes les éco-

les, mais la dictature du prolétariat. Comment le prolétariat, lorsqu'il détient seul le pouvoir et peut, selon la formule même du « Manifeste Communiste » de 1848, « violer despotiquement le droit de propriété et le régime bourgeois de production », doit-il entreprendre les premières mesures du socialisme authentique et quelles sont ces mesures : voilà des questions auxquelles le marxisme a donné des réponses qui ne datent pas d'hier. A la barbe de tous les « rénovateurs » qui ne font que rabâcher de vieux lieux communs bourgeois, nous pouvons sans difficulté les exhumers de la poussière sous laquelle un demi-siècle d'opportunisme et de falsification les a laissés s'enterrer.

Il s'agit, bien évidemment, de détruire l'échange mercantile de la force de travail contre salaire, donc de réaliser, sans argent et sans marché, l'accès du travailleur au produit. Les capitulations idéologiques du pseudo-marxisme russe ont tellement renforcé les préjugés bourgeois selon lesquels aucune société humaine ne peut se passer de ces deux catégories, que le philistin, à la seule énonciation de cette prétention, ne peut que hurler son indignation. Pourtant, le principe en est fort simple et fort naturel. Si, dans la société capitaliste, l'individu mange plus ou moins, vit mieux ou plus mal selon qu'il gagne peu ou prou, selon que sa force de travail est ou non qualifiée, nous avons naturellement sous les yeux un exemple d'organisation dans laquelle il n'en est pas du tout ainsi. A l'intérieur d'une famille normale, chacun reçoit une part égale de nourriture ; le frère aîné peut bien être ingénieur, sa portion au repas n'en sera pas pour autant supérieure à celle du frère cadet, même si ce dernier est simple manoeuvre. Eh bien, la société socialiste généralisera ce principe de la famille patriarcale qui, dans le communisme primitif, était déjà la règle de toute la collectivité. Dès ses premiers pas dans l'histoire elle ignorera les différences de valeur productive des individus et, en un second temps, détruira jusqu'à la notion même de valeur.

Bien entendu, les intellectuels petits bourgeois qui fréquentent au P.C., imbus comme ils le sont de la supériorité de leur "culture" sur celle des travailleurs manuels et les bureaucrates et parlementaires opportunistes, esclaves des prérogatives qui leur ont permis de lâcher l'usine ou le chantier, ne manqueront pas de dire que ce "socialisme-là" — le seul vrai selon nous — appartient au domaine de la chimère. Nous nous bornerons à leur mettre sous les yeux un texte fondamental de Marx ; un texte qui n'était pas comme les chapitres du "Capital", destiné à des militants expérimentés, mais qui avait en vue un programme s'adressant à des masses énormes de simples ouvriers ; un texte visant non pas l'étude, mais l'action ; un programme et non pas un pamphlet ; une perspective de réalisation pratique du socialisme et non pas seulement une arme de combat doctrinal. Ce texte est celui de la "Critique du programme de Gotha" rédi-

gé par Marx à la suite de l'unification, en 1869, des partis ouvriers d'Allemagne et destiné à combattre bien des illusions petites-bourgeoises, bien des conceptions de "faux socialisme" que le fameux Lasalle avait introduites dans le mouvement prolétarien de ce pays.

Marx, qui appelle "produit social" l'ensemble des biens de consommation et de production réalisés en un temps donné dans un pays donné, prend soin en premier lieu de déterminer quelle part de ce produit social doit être répartie entre les membres de la collectivité humaine. Dans le "Programme de Gotha", il s'agit pour lui de combattre précisément toute formule équivoque qui laisserait entendre cette répartition intégrale dont nous avons déjà dit plus haut à quel point elle serait rétrograde et contraire au but poursuivi par le socialisme.

Marx énumère donc les diverses défalcons qui devront être effectués sur le produit social avant d'en procéder à la répartition individuelle :

« Premièrement, de quoi rem-  
« placer les moyens de produc-  
« tion usagés ; deuxièmement,  
« une fraction supplémentaire  
« pour accroître la production ;  
« troisièmement, un fonds de  
« réserve ou d'assurance contre  
« les accidents, les perturba-  
« tions dues à des phénomènes  
« naturels, etc... »

De ce qui reste du produit, il faut encore défalquer :

« 1) : les frais généraux d'ad-  
« ministration, qui sont indé-  
« pendants de la production...  
« 2) : ce qui est destiné à sa-  
« tisfaire les besoins de la com-  
« munauté (écoles, installations  
« sanitaires, etc...) ; 3) le fonds  
« nécessaire à l'entretien de  
« ceux qui sont incapables de  
« travailler (ce qui relève de  
« ce qu'on nomme aujourd'hui  
« l'Assistance publique officiel-  
« le) ».

Arrêtons-nous un instant sur ces points avant d'en venir à la question du salariat proprement dit. Marx a écrit ici avec une telle clarté et une simplicité si limpide que les savants "enrichisseurs" modernes de la "science économique" se sentiraient frustrés de leur fatras terminologique habituel ; privés de ce bourdonnement inutile, ils risquent de ne plus rien comprendre du tout. Pourtant c'est dans ces quelques lignes banales qu'est évoquée toute la différence qui sépare l'organisation socialiste de la société de l'actuelle anarchie productiviste

du capitalisme. Marx précise, à propos des frais généraux d'administration que :

« cette fraction, comparative-  
« ment à ce qu'il en est dans la  
« société actuelle, se trouve  
« aussitôt réduite et décroît au  
« fur et à mesure que se dé-  
« veloppe la société nouvelle ».

Il dit de même, au sujet des besoins de la communauté, que « cette fraction grandit immédiatement en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se déve-loppe la société nouvelle ».

C'est principalement en cela, soulignons-nous, que le socialisme est exactement le contraire du capitalisme en matière d'utilisation du produit social et, particulièrement, de l'actuel "surtravail". Le programme prolétarien n'entend certes pas supprimer les résultats techniques déjà obtenus et à obtenir par ce surtravail, c'est-à-dire à l'aide de la fraction du produit social qui excède ce qui est nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la force de travail : cette fraction est une conquête historique de l'humanité sur la nature et sur ses propres forces physiques productives et cette conquête lui a déjà permis de sortir de l'existence végétative des premières sociétés humaines. Mais l'usage qu'en fera le socialisme est absolument différent, sous tous les aspects, de celui qu'en fait la société capitaliste. Cette dernière accroît inévitablement l'excédent au détriment du salaire et le met au service du mécanisme aveugle de l'augmentation du profit. Le socialisme, qui aura détruit ce mécanisme, diminuera immédiatement cet excédent et en limitera le montant strictement aux besoins collectifs sociaux de l'espèce humaine.

Alors que les classes productrices, dans la société capitaliste, ne bénéficient que d'une manière infime des progrès techniques obtenus grâce à l'utilisation du surtravail, alors que la plus grande partie des richesses qui résultent de cette utilisation s'immobilise au terme du processus de circulation et se fige en capital, dont la seule fonction, par nouvel échange contre de la force de travail, est de reproduire à nouveau du capital (et cela jusqu'à la destruction pure et simple de ce capital par la crise et la guerre) — dans la société socialiste, tous les résultats immédiats et potentiels de la production prendront la seule forme de jouissance collective. Comment cette chose est-elle possible ? Mais tout simplement par l'application du schéma exposé plus haut et qui renverse le sens de l'utilisation des forces productives et des résultats de leur action.

D'une part les frais généraux d'administration seront réduits par la suppression de tout l'appareil parasitaire actuel de contrôle, surveillance, comptabilisation et contrainte. Disparaîtront les bureaucrates, les juristes, les comptables, les experts en planing, les militaires... et les gendarmes, qui deviendront progressivement inutiles : cette disparition constituera pour la société une diminution considérable de ses frais d'entretien, l'économie réalisée permettra

(Suite en page 3)

## REUNION PUBLIQUE

A MARSEILLE

Le vendredi 3 juin 1966

à 21 heures

arrière-salle du café "Les Danaïdes"

Cours Joseph-Thierry

MARXISME REVOLUTIONNAIRE  
ET ANTI-IMPERIALISME PACIFISTE



# Démocratie, Nationalisme et Pacifisme trois marques d'infamie des renégats du communisme

« L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme le seul moyen de libérer l'humanité des horreurs du capitalisme. » (Statuts de la III<sup>e</sup> Internationale).

« La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soient celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles... Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée. » (Thèses de l'Internationale Communiste sur : Le Parti Communiste et le parlementarisme).

Nous pourrions multiplier les citations de textes de l'Internationale communiste sur cette question de la « voie au socialisme », comme on dit aujourd'hui ; celles-ci, nettes et puissantes, suffisent. Entre la majorité de l'Internationale, dont Lénine, et notre courant existaient alors des désaccords sur l'opportunité d'utiliser le parlement et les élections dans un but anti-parlementaire, surtout dans les pays occidentaux baignant depuis des générations dans l'idéologie démocratique qui avait corrompu de larges couches du prolétariat lui-même. Avec juste raison, Lénine recommandait de ne pas perdre de vue le caractère secondaire de ces désaccords sur la possibilité ou non d'utiliser le Parlement ; en effet, ajoutait-il, « le centre de gravité étant dans la lutte extra-parlementaire pour le pouvoir politique, il va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte des masses pour cette dictature ne peut être mise sur le même plan que la question particulière de l'utilisation du parlementarisme ». Dans l'Internationale Communiste d'alors, l'accord était en effet complet, total sur cet objectif déclaré et irrévocable : détruire — et non « conquérir » ! — les parlements bourgeois par la lutte révolutionnaire violente, car c'est la seule voie concevable de la dictature du prolétariat et donc du socialisme.

Au terme d'une longue évolution, dont la juste prévision confirme la validité de nos positions, ceux qui ont encore l'audace de s'appeler « communistes » ont non seulement abandonné toute perspective d'utilisation de la tribune électorale ou parlementaire pour détruire l'institution bourgeoise du Parlement, mais présentent aux masses ouvrières la démocratie parlementaire (affublée, il est vrai, de nombreux adjectifs : « populaire », « renouée », « véritable », etc...) comme la seule voie possible pour « s'émanciper des horreurs du capitalisme ». Dignes héritiers de l'opportuniste Staline qu'ils ont renié seulement parce qu'il était resté à mi-chemin et n'avait pas encore arraché la dernière feuille de vigne, les « communistes » du P.C.F. ont repris le drapeau de la démocratie bourgeoise. Comme le disaient déjà les thèses de 1920 de la III<sup>e</sup> Internationale, pour tromper les masses exploitées, la bourgeoisie « a besoin de la fiction d'une représentation populaire qui, apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une « volonté du peuple » au-dessus des classes, n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital ».

Non seulement les « communistes » d'aujourd'hui ne se proposent plus de détruire ce temple du mensonge, mais ils se font un honneur de le sauver : ils sont

devenus les vestales du feu sacré démocratique. Plutôt les putains que les vestales, du reste, et il suffit de penser aux acrobaties électoralistes actuellement en cours pour s'en convaincre : sinistres clowneries d'un Aragon s'indignant dans « L'Humanité » de l'existence du délit d'opinion en U.R.S.S., lui qui criait jadis sa joie de voir le Guépéou assassiner les révolutionnaires russes ; prosternations d'un Rochet à la télévision devant la grandeur de la « légalité républicaine », la sainte démocratie parlementaire et sa « pluralité des partis » ; valse-hésitation du fameux programme commun dont on se passera du reste fort bien pourvu qu'on soit admis, même comme cousin pauvre, dans la grande famille de la grande démocratie française. Une seule difficulté : comme toutes les putains, le P.C.F. a son amant de cœur : la patrie, et, dans ce domaine, il ne peut manquer de se retrouver aux côtés de De Gaulle, quand il est question de l'O.T.A.N. par exemple. Mais cela n'est rien, juste une petite querelle de famille : gaullistes ou démocrates, ils sont tous bons serviteurs de la nation et de son Etat ; leurs manières de servir seules diffèrent et sont alternati-

vement utiles à la cause communale : la conservation de la société capitaliste.

Continuons maintenant à abuser de la citation de « vieux » textes qui sont en réalité, pour nous, tout à fait juvéniles. En 1875 Marx eut l'occasion de critiquer sévèrement le Projet de Programme du Parti Ouvrier Allemand. Un des paragraphes de ce programme déclarait : « La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'Etat national actuel, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples ».

Voici la réponse de Marx : « Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le Manifeste Communiste, « quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'Etat national actuel », par exem-

ple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché universel, et politiquement « dans le cadre » du système des Etats... Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort « sera la fraternité internationale des peuples » — expression ronflante empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix, que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des fonctions internationales de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot ! Et c'est ainsi qu'elle doit faire paroli face à sa propre bourgeoisie, fraternisant déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays ! »

Que dirait donc aujourd'hui Marx des partis qui osent se récamer de lui, mais qui sont en réalité bien au-dessous du Parti ouvrier allemand de 1875 ? Ils ont élevé à la hauteur d'un principe la réduction de la lutte de classe au niveau d'une lutte nationale, non pas dans la forme, mais dans le contenu ; ils ont enfermé les

partis « communistes » et la classe ouvrière de chaque pays « dans le cadre de l'Etat national actuel ». Ils parlent bien, c'est vrai, de « partis frères », mais non seulement ils ne font rien pour les unir « dans la lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements », mais encore leur font-ils à chacun un devoir d'emprunter leur propre voie autonome, et c'est partout la voie qui mène (ou prétend mener plutôt) aux réformes de l'Etat de la classe ennemie et non à sa destruction, qui mène à l'engloutissement de la lutte de classe dans le marais de la coexistence pacifique.

Dans ses statuts, la III<sup>e</sup> Internationale déclarait : « L'Internationale communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association internationale des travailleurs qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. L'Internationale Communiste doit réellement, dans les faits, représenter le Parti Communiste unique du monde entier. Les partis de chaque pays sont seulement ses sections. Le mécanisme organisé de l'Internationale doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible ».

Voilà ce qui s'appelle internationalisme « dans les faits » ! Mais à quoi sert la « profession de foi internationaliste » des actuels partis « communistes » (pour admettre un instant l'hypothèse absurde qu'ils sont communistes), puisqu'ils ne prévoient rien d'autre pour mener à bien quelque vague « action commune », que des « rencontres bilatérales et multilatérales entre les représentants des partis-frères, et des formes de contact et d'échange d'opinions (!) entre les partis », étant bien entendu qu'à la base de ces « conférences » on trouve « l'observation des principes de pleine égalité et d'autonomie de chaque parti » (Communiqué après la rencontre des P.C. à Moscou, 10 mars 1965) ?

Ce sont là les principes de la diplomatie bourgeoise et non ceux d'une organisation révolutionnaire du prolétariat. Mais faites le « socialisme » chacun chez vous, tout en attendant comme résultat nécessaire « la fraternité internationale des peuples » : vous récolterez une Chine accusant la Russie de fascisme, une Russie brandissant la menace du « péril jaune », un Castro dénonçant l'impérialisme chinois et une Chine stigmatisant la trahison de Cuba. Vous récolterez l'antagonisme inévitable entre des nations bourgeoises, qui restent telles malgré toutes les étiquettes « socialistes ». Le socialisme, lui, est international...

\*\*\*

« Tout parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dénoncer autant que le social patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, dans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul accord sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes ».

(6<sup>e</sup> condition d'admission à l'Internationale).

Ici tout commentaire est superflu : que l'on pense seulement aux campagnes de signatures, au Mouvement de la Paix, au traité de Moscou, aux génuflexions devant les papes successifs, aux semaines de la paix, etc.

Démocratie, nationalisme, pacifisme, tout y est. Pas un atome de communisme ne subsiste dans le communisme officiel qui a épousé, dans tous les domaines, l'idéologie de la classe ennemie et se charge de la répandre dans la classe ouvrière.

## Le Socialisme est avant tout l'abolition du Salarariat

(Suite de la page 2)

d'alléger la charge productive et, notamment et en premier lieu, de réduire considérablement la durée de la journée de travail. D'autre part, toute la somme de soins, de sacrifices, d'efforts supplémentaires individuels qu'exigent actuellement des classes salariées l'entretien, la formation de leur progéniture, ainsi que la conservation de leur propre force de travail, deviendra charge collective assumée grâce aux « défalcatations » prévues par Marx sur cette part du produit social qui, dans la société présente, est exclusivement profit de classe, capital et arme de domination de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, l'intensification des cadences, l'augmentation des normes productives, le maintien de 45 heures et plus de travail par semaine, la précipitation de la vie urbaine et les dérèglements nerveux qui en résultent, en un mot toutes ces peines et contraintes qui constituent le sort sans issue des classes exploitées, ne servent, en dernière instance, qu'à créer des produits inutiles ou nocifs : les gadgets, l'alcool... ou la bombe atomique. Demain, d'une part les conditions de travail et la cadence de la vie journalière se trouveront pondérées par une diminution radicale de la durée et du rythme de l'effort ; de l'autre une quantité actuellement incalculable d'améliorations matérielles et morales naîtra de l'utilisation sociale de ce qui, dans la société présente, se volatilise dans les usages barbares et criminels de la plus-value.

Parvenus à ce point de cette exposition trop sommaire des principes du socialisme, nous savons pertinemment que, dans les conditions actuelles de défaillance qui règnent dans le mouvement ouvrier, nous soulèveront plus de scepticisme, voire d'hostilité, que d'acquiescement. Nous n'ignorons pas qu'en particulier, tous les éléments conservateurs de ce mouvement se coaliseront avec les authentiques bourgeois pour dénigrer ce programme et que des plus éminents économistes distingués jusqu'au plus modeste postulant à la sinécure syndicale, tout ce beau monde se dressera comme un seul homme en trépanant d'indignation : mé-

me si Marx l'a vraiment prophétisé en un instant d'exaltation excusable, cet « âge d'or » décrit par la « Critique du programme de Gotha » n'est plus aujourd'hui que vision démentielle et aberrante ! Minute, messieurs, encore un peu de patience et d'attention : cette « vision » est parfaitement scien-

tifique au sens marxiste, puisqu'elle détermine ses prémisses dans les conditions réelles de la société présente et prévoit de façon précise de quelle manière pratique on passera de ces conditions à celle de la société future, comme nous le verrons dans notre prochain article.

## SIMILITUDE DES RENÉGATS

Le bon philistin du P.C.F. s'effole souvent devant le grand nombre de divisions qui règnent dans son mouvement, les « gauchistes », les « chinois », les « italiens » et autres qui viennent briser la belle unité d'antan.

Nous avons trouvé quelques lignes qui lui serviront peut-être de consolation ; il s'agit du journal « Horizon » (n° 14 an IV, mars 66), organe de l'Union des Jeunes Communistes d'Espagne, qui nous donne un bel exemple d'unité, de concordance des positions. On croirait qu'ils ont copié les articles de l'« Humanité ».

Au milieu des pleurnicheries démocratiques et pacifistes usuelles, des lamentations anti-impérialistes et de vibrants éloges pour la science spatiale russe, on trouve deux idées bien plus intéressantes.

Tout d'abord un commentaire sur le livre de Santiago Carrillo, (secrétaire général du P.C.E.) « Après Franco, quoi ? » ; rempli d'appels pour l'unité à l'adresse des catholiques, parce qu'ils sont de bons démocrates (ô Longo, ô Garaudy, entendez-vous ?).

Et ensuite une perle, une citation de Ignacio Hadaigo de Cisneros, membre du Comité Central du P.C.E., récemment décédé :

« Je me suis convaincu de ce que les communistes voulaient vraiment gagner la guerre (36-39), défendre la république et le peuple et faisaient tout ce qui était humainement possible pour réussir. En un mot c'étaient les meilleurs patriotes que j'avais connus. Comme moi aussi je me considérais comme un bon patriote, comme je voulais aussi gagner la guerre et que j'étais décidé à tout donner pour y arriver, vers la fin de 1935 je demandai mon admission au Parti Communiste d'Espagne ».

Ne voyez-vous pas l'unité ? et la résistance ? et Aragon auquel son « parti » avait « rendu les couleurs de la France » ? Nous la voyons bien l'unité, l'unité des démocrates, l'unité des pacifistes, l'unité des patriotes. L'unité dans la trahison !

Quant à nous, qui savons que la démocratie c'est la dictature du capital, que la religion c'est toujours « l'opium du peuple » et que « les prolétaires n'ont pas de patrie », nous nous réjouissons de ce genre d'unité parce qu'elle montre encore une fois que partout dans le monde les national-communistes ont complètement abandonné leurs principes originels, du « Manifeste du Parti Communiste », de la fondation de l'Internationale Communiste pour devenir les chiens de garde du capital, veillant à ce que le prolétariat ne remue pas, à ce qu'il ne trouble pas le sacro-saint ordre capitaliste, à ce qu'il soit exploité dans la résignation, éloigné de sa conscience de classe.

En Espagne comme ailleurs, c'est sur la dépouille de ces renégats que le prolétariat devra se frayer son chemin de classe.



## Les pourfendeurs attardés du goupillon

(Suite de la première page)

sont incapables de porter eux-mêmes un jugement ». Ainsi, pour des gens qui entendent œuvrer à la « reconstruction d'un parti ouvrier révolutionnaire », il n'y a rien de plus urgent que de recueillir le mot arabe de l'opinion publique, que de conserver la faculté de juger à une masse de gens qui sont conditionnés, non pas par la morale chrétienne désuète, mais par une propagande autrement plus nocive et plus efficace : celle qui repose sur la loi dans la démocratie dans le progrès social, dans les miracles de la technique. Alors qu'on torture l'œuvre de Marx, qu'on fait celle de Lénine et qu'on étouffe celle de Trotsky — précisément pour faire croire à la classe ouvrière que ses maîtres admettaient les voies pacifiques du socialisme et la réconciliation avec les chrétiens — « Voix Ouvrière », cette prétendue pépinière des révolutionnaires de l'avenir, trouve le temps et le courage de rompre des lances en faveur de Diderot (« un des plus grands noms de la culture française »), de s'indigner de ce qu'« aujourd'hui, où nous sommes, paraît-il en république » certains « considèrent l'anticléricalisme dépassé ». Ce qui est sûr c'est que cette manière de mobiliser les ouvriers pour des causes qui ne sont pas les leurs est le signe d'un opportunisme nullement « dépassé ». On n'exorcisera donc jamais le fantôme de l'anticléricalisme petit-bourgeois qui fut comme un boulet aux pieds du mouvement ouvrier français tout au long de son histoire ? On ne se débarrassera donc pas de cette idée qu'il y a quelque chose à défendre au sein de cette infâme société décrépite ?

La décision officielle contre « La Religieuse » ne mérite même pas le sarcasme. A moins qu'elle ne soit un élément imprévu de publicité commerciale en faveur de l'œuvre prosaïque, elle démontre tout au plus combien étaient prétentieuses et démagogiques les volontés du grand capital de faire fi des considérations électorales, de l'influence des lobbies politiques et de la « cuisine » d'antichambres ministérielles si souvent dénoncées dans les travers de feu le IV<sup>e</sup> Mais, après tout, le monstre impérialiste américain a bien lui aussi ses ligues puritaines, sa sottise et hypocrite dictature des gens « vertueux ». Ce qui serait plutôt affligeant ce serait la riposte des « éléments les plus avancés » de la classe ouvrière... si on prenait ses auteurs au sérieux. Ce n'est pas le cas en ce qui nous concerne. L'article de « Voix Ouvrière » n'est qu'une tentative triviale en vue d'être, politiquement, « dans le vent ». Il pue la nostalgie du Front populaire et le souci de recueillir quelques sympathies en adhérant sans scrupule à des mots d'ordre faciles et singulièrement proches des partis opportunistes et de la « gauche démocratique » : ne va-t-il pas jusqu'à reprocher à « L'Humanité » la tiédeur de sa protestation ? L'anticléricalisme a servi longtemps aux partis petits-bourgeois et à leurs officines maçonniques à contrecarrer la formation d'un parti ouvrier autonome. Mais ici il ne s'agit que de la caricature de la caricature. La position humanitaire et « pour la Justice » de Jaurès à l'époque de l'affaire Dreyfus fut à l'origine de la déviation idéologique du Parti socialiste français. La formule zinovéviste d'adhésion des communistes à la « défense de la liberté » contre le fascisme s'avéra également fatale à la III<sup>e</sup> Internationale. Mais ces fautes sont sans commune mesure avec les manœuvres mesquines de « Voix Ouvrière ».

— 0 —

Alors, dira-t-on, à quoi bon en parler ? La réponse est simple. Parce que, parmi les trotskystes, il y a des militants honnêtes et que l'opportunisme sincère est le plus dangereux. Parce que la situation de profonde décomposition du mouvement prolétarien nous contraint à la dénonciation des déviationnistes jusque dans leurs expressions les plus médiocres. Parce que, sous le futile, il nous faut rechercher ce qui est sérieux, retrouver, sous la farce présente, la marque du drame passé. Au travers d'initiatives comme celles de « Voix Ouvrière », le trotskysme se survit dans ce qu'il a de plus nocif ; il perpétue ainsi, dans la tradition et l'habitude, sinon dans l'efficacité, les grandes fautes politiques dont il a lui-même hérité et qui furent celles de l'Internationale communiste : l'acceptation des mots d'ordre démocratiques dans le vain espoir de les transformer en directives prolétariennes, la défense des libertés avec l'objectif secret d'en faire une mobilisation révolutionnaire des ouvriers, le front unique avec les socialistes dans le but d'en démasquer les trahisons. Toutes perspectives qui ont lamentablement échoué, précipitant la faillite opportuniste de la III<sup>e</sup> Internationale, mais dont la notion, figée et scolastique, figure dans le « programme de transition » du trotskysme et transparait, comme une trame, sous les tremolos affectés de « Voix Ouvrière ». Les militants de cette tendance ne cachent pas leur aversion pour la théorie en général et pour notre « dogmatisme » en particulier ; ces clarifications ne sont bonnes, disent-ils, qu'à diviser. Mais lorsqu'ils expriment implicitement, dans leur article sur « La Religieuse », le vœu de voir « le bon peuple de Paris reprendre certaines Bastilles », ils prouvent qu'en dépit des scissions et des polémiques innombrables, ils ont conservé du trotskysme sa tare la plus néfaste : ce que nous appelons le « frontisme », c'est-à-dire la recherche de l'alliance avec l'opportunisme avéré et, au nom de la trompeuse « efficacité » de cette alliance, le pur et simple marchandage des principes

Directeur - Gérant  
F. GAMBINI  
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>e</sup>)

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris  
Distribué par les N.M.P.P.

SOUSCRIPTION  
PERMANENTE 1966

Liste n° 4

Aix, 8 ; Roseline, 20 ; Russo, 20 ; Guy, 8 ; François, 22 ; Lucien, 12 ; Vive Le Proletaire, 32 ; Vive la Révolution, 50 ; Emile, 24 ; Alain, 20 ; Gilbert, 3 ; Réunion publique Lancry, 114.

Total liste n° 4 ..... 333,00 F

Total précédent ..... 1.423,47 F

Total général .. 1.756,47 F

## LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

# Egalité de droits ou solidarité de classe ?

La C.G.T. a solennellement décidé de s'occuper du sort des travailleurs immigrés qui, au nombre d'un million (1 ouvrier sur 4), vivent en France dans des conditions matérielles outrageusement insuffisantes et sous le régime de l'insécurité et de l'arbitraire. La « Vie Ouvrière », journal confédéral, a publié des reportages saisissants — photos édifiantes à l'appui — sur les bidonvilles dans lesquels vivent ces salariés et s'est étendue sur l'exploitation sauvage dont sont victimes des travailleurs sans contrat, soumis à une véritable traite, vendus comme du bétail avec la complicité et la participation du patronat. En conclusion, la C.G.T. réclame l'égalité de droits sans distinction de nationalité.

En ligne de principe cette position est inattaquable. Mais que devient-elle dans la réalité des faits ? Le patronat est évidemment la grande pleureuse qui profite de l'importation de force de travail à bon marché, laquelle, par surcroît, n'a pas de moyen légal de se défendre. Mais peut-on dire qu'en face de cette situation les organisations syndicales françaises, la C.G.T. en particulier, aient fait quelque chose d'effectif pour permettre à cette catégorie de résister à l'exploitation inhumaine qu'elle subit ? Est-il possible de découvrir, dans l'activité présente et passée de la grande centrale opportuniste, autre chose que de simples phrases ou déclarations platoniques de Congrès ? Ses dirigeants peuvent-ils nous citer une action

réelle, une seule grève qui ait eu pour but de solidariser les travailleurs de nationalités et de races différentes qui se côtoient dans les entreprises, mais qui s'ignorent, quand ils ne se haïssent pas ? La réponse est facile. Il suffit d'examiner, à titre d'exemple, la situation de la main-d'œuvre algérienne en France, ce chef-d'œuvre de l'exploitation de la force de travail non qualifiée, cette expression la plus édifiante du phénomène le plus significatif de la décomposition du mouvement prolétarien : la solidarité de fait des exploités et des exploités des pays impérialistes contre le prolétariat-bétail des pays « sous-développés ». Ainsi, dans les professions du bâtiment, non seulement les travailleurs européens qualifiés ne soutiennent pas les ouvriers algériens, mais encore se trouvent de par le système de rétribution que les syndicats opportunistes ont laissé se développer, en position d'adversaires par rapport aux autres, simples manœuvres. Le salarié européen travaille aux pièces et exige, pour réaliser son propre rendement, que le manœuvre algérien, payé à la journée, suive son propre rythme forcé. En vertu de quoi le salaire du premier atteint un montant environ trois fois plus élevé que celui du second. Belle condition « d'unité » et de « solidarité » ! Contre cette inégalité de fait, toute mesure de droit est impuissante. Le syndicat de classe se doit de la combattre sur son véritable terrain, non pas dans le domaine des lois, mais dans celui des luttes

communes et unitaires. Le rôle du syndicat de classe est de lutter contre tous les effets de la division du travail ; il doit revendiquer la réduction de cette division et non pas en entériner les principes, comme le fait la C.G.T. depuis 20 ans, en soutenant la hiérarchisation infinie des salaires et en préconisant l'extension des systèmes de production au rendement, des primes qui, avant même de séparer les salariés de nationalités et races différentes, a littéralement détruit l'unité entre exploités du même pays.

Mais les phrases que la C.G.T. brandit en guise d'action sont quelquefois significatives. Dans le journal cité, alors qu'elle veut prétendument combattre une certaine xénophobie des ouvriers français contre les travailleurs immigrés, ses porte-parole écrivent : « Nous ne sommes pas contre la venue des travailleurs étrangers en France : ils sont nécessaires à l'économie nationale ». Cela dit bien ce que cela veut dire : l'opportunisme syndical se préoccupe des effets de concurrence qui peuvent découler de cette venue, mais il n'entend pas, pour autant, revenir au seul principe qui pourrait effectivement combattre cette concurrence, l'action — non pas en faveur des intérêts de l'économie nationale — mais en faveur des intérêts généraux, immédiats et historiques, de la classe universelle des exploités, du prolétariat international, qu'il faut dresser, comme un seul bloc, contre la domination non moins universelle du capitalisme.

## Les grèves et le véritable objectif des syndicats

La tactique débilante des grèves échelonnées dans le temps et l'espace et méthodiquement réparties entre les catégories professionnelles se poursuit avec régularité, passant maintenant du secteur privé au secteur public. Il semblerait qu'il n'y ait plus rien à dire sur ces mouvements stériles, sinon les constatations banales et fastidieuses concernant leur impuissance en matière revendicative et le découragement qu'ils propagent chez les ouvriers. Pourtant, de la vague de grèves de ces derniers mois, quelques impressions générales se dégagent qui confirment, d'une part que la trahison opportuniste suit un cours inexorable et que la même logique qui la fait triompher aujourd'hui l'accule demain à la ruine, mais aussi, d'autre part, que ce demain est encore éloigné et que nous n'avons pas encore vu les débuts du redressement de la lutte ouvrière.

La trahison suit son cours. Désormais c'est un fait accompli : les syndicats ne déclenchent pas des grèves pour imposer certaines revendications, mais pour obtenir le « dialogue » avec le patronat ou le gouvernement, pour aboutir à des « discussions », pour entreprendre des « négociations ». Comme l'Etat bourgeois, face à ces « luttes » dérisoires, se sent en position de force et qu'il est fermement décidé à ne pas déroger à son plan qui octroie aux ouvriers qu'une aumône annuelle conditionnée par l'accroissement de la production, on ne voit guère, à première vue, ce que les syndicats, en matière de salaire, pourraient bien « négocier » avec lui. Avec un peu de bon sens on comprend par contre ce que les bonzes opportunistes attendent de telles « confrontations ».

Les chefs des syndicats, ceux de la C.G.T. en tête, ont dénoncé avec des tremolos dans la voix les mensonges de « l'année sociale » gou-

vernementale. C'est bien de cela qu'il s'agit ! Comment ces gens-là peuvent-ils avoir le front de s'indigner d'une politique dont ils ressassent depuis des années qu'elle ne peut être différente puisqu'elle émane du grand capital et du « pouvoir des monopoles » ! Ce dont il s'agit en réalité, pour qui comprend que gouvernement et Etat sont des organismes au service du capitalisme, sous quelque étiquette politique que ce soit, c'est de savoir quand et comment la classe ouvrière luttera effectivement contre ces forces organisées de la société capitaliste, quand et comment elle saura déclencher de véritables grèves, quand et comment elle comprendra quelle réalité d'exploitation sordide se cache derrière les grands mots de « démocratie » et de « prospérité nationale ».

Ce réveil prolétarien, fut-il embryonnaire, voilà précisément ce que le syndicalisme de collaboration de classe redoute plus que tout. C'est pour le conjurer qu'il ne lance que des actions timorées et dans le seul but de « reprendre les discussions », qu'il n'a d'autre perspective générale que la promesse d'une « démocratie véritable » qui n'a même pas encore pris la forme d'une coalition politique stable. Et voilà pourquoi, à défaut d'une opposition parlementaire véritable, se forge peu à peu une authentique caste bureaucratique de responsables syndicaux.

Assez couarde pour redouter, hors de saison, un débordement de ses mots d'ordre capitulaires qui risquerait de couper les ponts entre elle, le patronat et l'Etat. Assez corrompue pour se créer, dans les agitations factices et éphémères, une monnaie d'échange dont elle escompte l'obtention de quelques strapontins dans les organismes étatiques. Assez sottise pour s'imaginer que c'est là une « force de persuasion » suffisante auprès

d'un partenaire roué qui est bien décidé à ne la considérer comme interlocuteur valable qu'au seul moment où la classe ouvrière reprendra le combat, mais où, alors, elle démasquera par là les chefs et partis qui l'ont trahie.

De cette situation résulte un climat de torpeur et d'indifférence qui ne fait que renforcer le jeu défaitiste des syndicats dégénérés. Mais même si l'intégration révélatrice des bonzes syndicaux dans les organes d'Etat ne se réalise qu'au compte-goutte, en raison de la sécurité dans laquelle vit actuellement le capital et du dédain qu'il manifeste encore envers ses serviteurs, le processus n'en est pas moins amorcé de façon inexorable parce qu'au siècle de l'impérialisme la désertion des intérêts du prolétariat ne peut demeurer indéfiniment à mi-chemin. Nous nous garderons bien de fixer un délai au-delà duquel la trahison deviendra patente et se retournera contre ceux qui l'ont perpétrée. Mais nous sommes certains que ce moment viendra inévitablement et qu'il sera d'autant plus décisif que plus grand sera le nombre de prolétaires qui se seront déjà détachés de l'influence des bonzes syndicaux et des partis renégats.

### LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.